

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 846

[C - 27198]

**14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de Promotion "Horticulture".**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, notamment l'article 4, § 1er, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, et organisant sa gestion, notamment l'article 7;

Vu la proposition de la section consultative "Horticulture" du 26 septembre 1995;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, donné les 7 novembre 1995 et 5 décembre 1995;

Vu la concertation avec les pouvoirs fédéraux;

Vu l'accord de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place sans délai un régime spécifique pour la Région wallonne des cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion "Horticulture", afin d'assurer la promotion des produits de ce secteur et de leurs débouchés;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Produits horticoles non comestibles

Article 1^{er}. Les cotisations annuelles obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits horticoles non comestibles du Fonds de Promotion "Horticulture" sont déterminées comme suit :

1° Une cotisation annuelle fixe de trois mille francs doit être payée par tous les producteurs, points de vente, vendeurs dans le secteur des produits horticoles non comestibles établis en Région wallonne.

Pour les pépinières forestières et les sapins de Noël, situés en Région wallonne, la cotisation est portée à cinq mille francs.

2° Cette cotisation est augmentée d'une cotisation variable de trois mille francs pour les assujettis ayant de un à quatre employés; de six mille francs pour les assujettis ayant de cinq à neuf employés; de neuf mille francs pour les assujettis ayant de dix à vingt employés et de quinze mille francs pour les assujettis ayant plus de vingt employés.

3° En vue de l'application de cet article, on entend par "employé" : les aidants des travailleurs indépendants, les employés et assimilés ressortissant à l'Office national de la Sécurité sociale, pour une période supérieure à trois mois par année, à l'exception des apprentis.

Art. 2. Afin de permettre à l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture de fixer le montant de la cotisation, les cotisants énoncés à l'article 1^{er} remettent, à sa demande et, endéans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative à l'emploi dans leur entreprise ou point de vente pendant l'année civile précédant l'année pour laquelle la cotisation est due.

A défaut de rentrer cette déclaration dans le délai prescrit, une cotisation fixe forfaitaire de cinquante mille francs sera due.

CHAPITRE II. — Produits horticoles comestibles

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

"Fruits" : tous les fruits produits en Région wallonne;

"Légumes" : tous les légumes produits en Région wallonne.

Art. 4. Les cotisations annuelles obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits horticoles comestibles du Fonds de Promotion "Horticulture" sont déterminées comme suit :

1° Le producteur de raisins paie une cotisation annuelle de 100 francs par serre utilisée pour la culture du raisin, avec une cotisation minimale de 500 francs par entreprise;

2° Le producteur de champignons comestibles paie une cotisation annuelle de 4 francs par mètre carré de culture, avec une cotisation minimale de 1 000 francs par entreprise;

3° Le producteur de légumes paie une cotisation annuelle de 2 500 francs si la superficie de terre cultivée est de moins d'un hectare et de 7 500 francs si la superficie de terre cultivée est égale ou supérieure à un hectare;

4° Le producteur de fruits, à l'exception des raisins, paie une cotisation annuelle de 1 500 francs pour une superficie productrice variant de 0 à 2 hectares, augmentée d'un montant de 1 000 francs par hectare de superficie productrice supplémentaire.

Art. 5. Afin de permettre à l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture de fixer le montant de la cotisation, les cotisants énoncés à l'article 4 remettent, à sa demande, et endéans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative :

- 1° pour les producteurs de raisin, au nombre de serres utilisées;
- 2° pour les producteurs de champignons, à la superficie de terre cultivée;
- 3° pour les producteurs de légumes, à la superficie de terre cultivée;
- 4° pour les producteurs de fruits, à la superficie productrice.

A défaut de rentrer cette déclaration dans le délai prescrit, une cotisation fixe forfaitaire de cinquante mille francs sera due.

CHAPITRE III. — Dispositions communes aux deux premiers chapitres

Art. 6. Les cotisations sont applicables aux personnes physiques ou morales qui perçoivent du chef de leurs activités des revenus au sens des articles 23 § 1er et 183 du Code des impôts sur les revenus.

Art. 7. L'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture est chargé de la perception des cotisations obligatoires visées par le présent arrêté.

Le montant des cotisations est notifié aux cotisants qui doivent en effectuer le paiement dans les trente jours suivant la date de la notification.

A défaut de paiement dans ce délai, l'intérêt de retard au taux légal est dû de plein droit sans sommation ou mise en demeure ainsi qu'une indemnisation des frais d'administration et de perceptions supplémentaires exposés effectivement par l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, avec un minimum de 1 500 FB par cotisation arriérée.

Art. 8. Les fonctionnaires, désignés par le Gouvernement wallon, ont dans l'exercice de leurs fonctions libre accès à tous locaux, à l'exception de ceux servant de domicile, notamment pour contrôler les déclarations.

Ils peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Ils peuvent dresser procès-verbal, notamment s'ils constatent que les déclarations sont faites tardivement ou contiennent des données inexactes ou incomplètes.

Art. 9. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions décrétales en vigueur en matière budgétaire.

En cas de recouvrement par voie judiciaire, seuls les tribunaux de Namur sont compétents.

Art. 10. Les administrations publiques notamment mentionnées ci-dessous livrent à l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture sur simple demande, toutes les informations et données nécessaires en vue de l'application du présent arrêté :

- * les Services du Ministère fédéral des Classes moyennes et de l'Agriculture;
- * les Services du Ministère des Affaires économiques;
- * les Services du Ministère des Finances;
- * les Services de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 11. 1° L'arrêté royal du 28 novembre 1991 relatif aux cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits de la section consultative "Produits horticoles non comestibles" au sein de l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) est abrogé.

2° L'arrêté royal du 31 juillet 1989 relatif aux cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits de la section consultative "Fruits et légumes" au sein de l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 décembre 1993 et 24 novembre 1994, est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1996.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 - 846

[C - 27198]

14. DEZEMBER 1995 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des "Fonds de Promotion "Horticulture" (Förderfonds Gartenbau)

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, in seiner durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus), insbesondere des Artikels 4, § 1, 3°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Anwendung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" und zur Organisation seiner Verwaltung, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung "Gartenbau" vom 26. September 1995;

Aufgrund des am 7. November 1995 und am 5. Dezember 1995 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsrates des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund der Konzertierung mit der Federalgewalt;

Aufgrund des am 8. Dezember 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;
 Aufgrund der Zustimmung des Ministers des Haushalts;
 Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;
 Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß in der Wallonischen Region unverzüglich ein spezifisches System zur Zahlung von Pflichtbeiträgen zugunsten des Förderfonds "Gartenbau" einzuführen ist, um die Förderung der Erzeugnisse dieses Bereiches und ihrer Absatzmärkte zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Ungenießbare Gartenbauprodukte

Artikel 1 - Die jährlichen Pflichtbeiträge zugunsten der Förderung der Absatzmärkte für die ungenießbaren Erzeugnisse des Förderfonds "Gartenbau" werden folgendermaßen festgelegt :

1° Ein auf 3 000 BEF festgelegter jährlicher Beitrag ist von allen in der Wallonie ansässigen Erzeugern, Verkaufsstellen und Verkäufern des Bereiches der ungenießbaren Gartenbauerzeugnisse zu zahlen.

Für die in der Wallonie gelegenen Baumschulen und Weihnachtsbäume wird der Beitrag auf 5 000 BEF angehoben.

2° Dieser Beitrag wird um einen variablen Beitrag erhöht, der sich auf 3 000 BEF beläuft, für die Zahlungspflichtigen, die zwischen 1 und 4 Arbeitnehmer beschäftigen; der sich auf 6 000 BEF beläuft, für die Zahlungspflichtigen, die zwischen 5 und 9 Arbeitnehmer beschäftigen; der sich auf 9 000 BEF beläuft, für die Zahlungspflichtigen, die zwischen 10 und 20 Arbeitnehmer beschäftigen; der sich auf 15 000 BEF beläuft, für die Zahlungspflichtigen, die mehr als 20 Arbeitnehmer beschäftigen.

3° Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als "Arbeitnehmer" : die Hilfskräfte der selbständigen Arbeiter, die Arbeitnehmer und die ihnen gleichgestellten Personen, die dem Landesamt für soziale Sicherheit für einen Zeitraum von mehr als drei Monaten pro Jahr unterstellt sind, mit Ausnahme der Lehrlinge. Um dem "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" zu ermöglichen, den Betrag des Beitrags festzulegen, übermitteln die in Artikel 1 angeführten Beitragzahler auf Anfrage des Amtes und innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung des betreffenden Formulars eine Erklärung bezüglich der Beschäftigungslage in ihrem Unternehmen oder in ihrer Verkaufsstelle während des Kalenderjahres vor dem, für das ein Beitrag zu zahlen ist.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, ist ein pauschaler Beitrag von 50 000 BEF zu zahlen.

KAPITEL II. — Genießbare Gartenbauprodukte

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

"Früchte" : alle in der Wallonischen Region angebaute Früchte;

"Gemüse" : alle in der Wallonischen Region angebaute Gemüsesorten.

Art. 3 - Die jährlichen Pflichtbeiträge zugunsten der Förderung der Absatzmärkte für die genießbaren Erzeugnisse des Förderfonds "Gartenbau" werden folgendermaßen festgelegt :

1° ein Traubenerzeuger zahlt einen Jahresbeitrag von 100 BEF pro für den Anbau von Trauben benutztes Treibhaus. Der Mindestbeitrag pro Unternehmen beläuft sich auf 500 BEF;

2° ein Erzeuger von Speisepilzen zahlt einen Jahresbeitrag von 4 BEF pro Quadratmeter Pilzkultur. Der Mindestbeitrag pro Unternehmen beläuft sich auf 1 000 BEF;

3° ein Gemüseerzeuger zahlt einen Jahresbeitrag von 2 500 BEF, falls die kultivierte Fläche kleiner ist als ein Hektar und 7 500 BEF, falls die kultivierte Fläche gleich oder größer ist als ein Hektar;

4° ein Obsterzeuger (mit Ausnahme von Trauben) zahlt einen Jahresbeitrag von 1 500 BEF für eine Ertragsfläche zwischen 0 und 2 Hektar, der pro zusätzliches Hektar Ertragsfläche um 1 000 BEF erhöht wird.

Art. 4 - Um dem "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" zu ermöglichen, den Betrag des Beitrags festzulegen, übermitteln die in Artikel 3 angeführten Beitragzahler auf Anfrage des Amtes innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung des betreffenden Formulars eine Erklärung über :

1° die Anzahl benutzter Treibhäuser für die Traubenerzeuger;

2° die kultivierte Fläche für die Pilzerzeuger;

3° die kultivierte Fläche für die Gemüseerzeuger;

4° die Ertragsfläche für die Obsterzeuger.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingereicht, ist ein pauschaler Beitrag von 50 000 BEF zu zahlen.

KAPITEL III. — Für auf Kapitel I und II gleichermaßen anwendbare Bestimmungen

Art. 5 - Die Beiträge sind anwendbar auf die natürlichen und juristischen Personen, die aufgrund ihrer Aktivitäten im Sinne der Artikel 23, § 1, und 183 des Einkommensteuergesetzbuches Einkünfte beziehen.

Art. 6 - Das "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" wird mit der Einforderung der in dem vorliegenden Erlaß angeführten Pflichtbeiträge beauftragt.

Der Betrag der Beiträge wird den Beitragzahlern mitgeteilt, die die Zahlung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach der genannten Mitteilung tätigen müssen.

Mangels Zahlung innerhalb dieser Frist wird von Rechts wegen und ohne Mahnung oder Zahlungsbefehl ein Verzugszins fällig, sowie eine Entschädigung für Verwaltungs- und zusätzliche Einforderungskosten, die effektiv zu Lasten des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" entstanden sind, wobei der Mindestbetrag pro rückständigen Beitrag 1 500 BEF beträgt.

Art. 7 - Die von der Wallonischen Regierung bezeichneten Beamten haben bei der Ausübung ihres Amtes freien Zugang zu allen Räumlichkeiten, mit Ausnahme jener, die als Wohnort dienen, insbesondere um die Erklärungen zu überprüfen.

Sie sind berechtigt, die Zahlungspflichtigen aufzufordern, ihnen alle Informationen und Dokumente zu übermitteln, die bei der Ausübung ihrer Aufgaben notwendig sind. Sie sind berechtigt, ein Protokoll zu verfassen, insbesondere wenn sie feststellen, daß die Erklärungen verspätet eingereicht wurden oder falsche oder unvollständige Angaben enthalten.

Art. 8 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß den auf Haushaltsebene gültigen dekretmäßigen Bestimmungen aufgespiert, festgestellt und geahndet.

Im Falle einer Beitreibung auf dem Gerichtsweg sind ausschließlich die Gerichte von Namur zuständig.

Art. 9 - Die öffentlichen Verwaltungen, insbesondere die nachstehend genannten Dienststellen stellen dem "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" auf dessen Anfrage hin alle Informationen und Angaben zur Verfügung, die für die Anwendung des vorliegenden Erlasses notwendig sind:

- * Die Dienststellen des föderalen Ministeriums des Mittelstandes und der Landwirtschaft;
- * Die Dienststellen des Wirtschaftsministeriums;
- * Die Dienststellen des Finanzministeriums;
- * Die Dienststellen der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 10 - 1° Der Königliche Erlaß vom 28. November 1991 über die Pflichtbeiträge zur Förderung der Absatzmärkte für die Produkte der innerhalb des "Office national des Débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.)" errichteten Beratungsabteilung "Ungenießbare Gartenbauprodukte" wird aufgehoben.

2° Der Königliche Erlaß vom 31. Juli 1989 über die Pflichtbeiträge zur Förderung der Absatzmärkte für die Produkte der innerhalb des "Office national des Débouchés agricoles et horticoles" errichteten Beratungsabteilung "Obst und Gemüse", abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 1993 und 24. November 1994, wird aufgehoben.

Art. 11 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1996 wirksam.

Art. 12 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 14. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 - 846

[C - 27198]

14 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Tuinbouw"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), inzonderheid op artikel 4, § 1, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende toepassing van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw) en tot organisatie van zijn beheer, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het voorstel van de consultatieve afdeling "Tuinbouw" van 26 september 1995;

Gelet op de adviezen van de raad van bestuur van de "Office régional de promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture", gegeven op 7 november 1995 en 5 december 1995;

Gelet op het overleg met de federale overheid;

Gelet op het akkoord van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is een aan het Waalse Gewest eigen regeling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds "Tuinbouw" onverwijld in te stellen, ten einde de bevordering van de produkten van deze sector en hun afzet te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Niet-eetbare tuinbouwprodukten

Artikel 1. De jaarlijkse verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de niet-eetbare tuinbouwprodukten van het Bevorderingsfonds "Tuinbouw" worden vastgesteld als volgt :

1° Een jaarlijkse vaste bijdrage van drieduizend frank dient betaald te worden door alle in het Waalse Gewest gevestigde producenten, verkooppunten, verkopers in de sektor niet-eetbare tuinbouwprodukten.

Wat de in het Waalse Gewest gelegen bosboomkwekerijen en kerstbomen betreft, wordt de bijdrage op vijftienduizend frank vastgesteld.

2° Deze bijdrage wordt verhoogd met een variabele bijdrage van drieduizend frank voor de bijdrageplichtigen met één tot vier werknemers; zesduizend frank voor de bijdrageplichtigen met vijf tot negen werknemers; negenduizend frank voor de bijdrageplichtigen met tien tot twintig werknemers en vijftienduizend frank voor de bijdrageplichtigen met meer dan twintig werknemers.

3° Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "werknemer" verstaan : de helpers van zelfstandigen, de werknemers en gelijkgestelden die ressorteren onder de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor een periode langer dan drie maanden per jaar, met uitzondering van de leerlingen.

Art. 2. Ten einde de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" in staat te stellen het bedrag van de bijdrage te bepalen, dienen de in artikel 1 vermelde bijdrageplichtigen, op zijn verzoek en binnen dertig dagen na de verzending van het aangifteformulier, een verklaring in betreffende de tewerkstelling in hun bedrijf of verkooppunt tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

Indien deze verklaring niet ingediend is binnen de voorgeschreven termijn, is een vast forfaitair bijdrage van vijftigduizend frank verschuldigd.

HOOFDSTUK II. — Eetbare tuinbouwprodukten

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

"Fruit" : al de in het Waalse Gewest geproduceerde fruitsoorten;

"Groenten" : al de in het Waalse Gewest geproduceerde groenten.

Art. 4. De jaarlijkse verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de eetbare tuinbouwprodukten van het Bevorderingsfonds "Tuinbouw" worden vastgesteld als volgt :

1° de druiventeler betaalt een jaarlijkse bijdrage van 100 frank per kas gebruikt voor de druiventeelt, met een minimumbijdrage van 500 frank per bedrijf;

2° de producent van eetbare paddestoelen betaalt een jaarlijkse bijdrage van 4 frank per vierkante meter bouwland, met een minimumbijdrage van 1 000 frank per bedrijf;

3° de groenteteler betaalt een jaarlijkse bijdrage van 2.500 frank indien de bouwlandoppervlakte minder dan één hectare bedraagt en 7 500 frank indien de bouwlandoppervlakte gelijk aan of groter dan één hectare is;

4° de teler van fruit, druiven uitgezonderd, betaalt een jaarlijkse bijdrage van 1 500 frank voor een teeltoppervlakte van 0 tot 2 hectare, vermeerderd met een bedrag van 1 000 frank per bijkomende hectare teeltoppervlakte.

Art. 5. Ten einde de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" in staat te stellen het bedrag van de bijdrage te bepalen, dienen de in artikel 4 vermelde bijdrageplichtigen, op zijn verzoek en binnen dertig dagen na de verzending van het aangifteformulier, een verklaring in betreffende :

1° het aantal gebruikte kassen, voor wat de druiventelers betreft;

2° de bouwlandoppervlakte, voor wat de producenten van eetbare paddestoelen betreft;

3° de bouwlandoppervlakte, voor wat de groentelers betreft;

4° de teeltoppervlakte, voor wat de fruittelers betreft.

Indien deze verklaring niet ingediend is binnen de voorgeschreven termijn is een vaste forfaitaire bijdrage van vijftigduizend frank verschuldigd.

HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen voor de twee eerste hoofdstukken

Art. 6. De bijdragen zijn verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen die uit hun activiteiteninkomsten verwerven in de zin van artikelen 23, § 1, en 183 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 7. De "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" wordt belast met de inning van de bij dit besluit bedoelde verplichte bijdragen.

Het bedrag van de bijdragen wordt ter kennis van de bijdrageplichtigen gebracht, die ze moeten betalen binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan.

Bij gebrek aan tijdige betaling is van rechtswege en zonder aanmaning of ingebrekestelling de wettelijke verwijlinterest verschuldigd, alsook een vergoeding van de werkelijk door de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" voorgelegde bijkomende administratie- en inningskosten, met een minimum van 1 500 frank per achterstallige bijdrage.

Art. 8. Voor de uitoefening van hun opdracht mogen de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren alle lokalen, behalve deze die tot woning dienen, betreden om de verklaringen in het bijzonder te controleren.

Zij kunnen zich alle inlichtingen en bescheiden doen verstrekken die zij tot het volbrengen van hun opdracht nodig achten. Zij zijn gemachtigd processen-verbaal op te stellen, meer bepaald indien zij vaststellen dat de aangiften laattijdig ingediend zijn of onjuiste of onvolledige gegevens bevatten.

Art. 9. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de van kracht zijnde decretale bepalingen inzake begroting.

Voor de burgerrechtelijke inning van deze bijdragen zijn alleen de rechtbanken te Namen bevoegd.

Art. 10. De hierna genoemde openbare besturen verstrekken de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture", op eenvoudige aanvraag, al de nodige inlichtingen en gegevens die deze nodig heeft voor de toepassing van dit besluit :

* de diensten van het federaal Ministerie van Middenstand en Landbouw;

* de diensten van het Ministerie van Economische zaken;

* de diensten van het Ministerie van Financiën;

* de diensten van de Algemene Directie van Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 11. 1° Het koninklijk besluit van 28 november 1991 betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdeling "Niet-eetbare tuinbouwprodukten", opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten, wordt opgeheven.

2° Het koninklijk besluit van 31 juli 1989 betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdeling "Groenten en fruit", opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 december 1993 en 24 november 1994, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN